

L'OPÉRATION « LIBERTÉ EN IRAK » EST TERMINÉE

John Negroponte bientôt à Bagdad



Pour rétablir l'ordre en Irak, Washington a fait appel au meilleur spécialiste de la contre-insurrection : John Negroponte. Celui-ci, formé lors des guerres du Viêt-Nam et du Cambodge, dirigea personnellement les escadrons de la mort en Amérique centrale et finança les Contras du Nicaragua en organisant un trafic de cocaïne vers les États-Unis. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, George W. Bush l'avait réhabilité en le nommant ambassadeur à l'ONU. À ce poste, il conduisit des campagnes de diffamation contre Hans Blix et mit en place un espionnage généralisé des membres du Conseil de sécurité. Il succédera bientôt à L. Paul Bremer III.

page 2

La valeur inégale des vies en Irak

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Chris Toensing dénonce la vision nombriliste états-unienne du conflit irakien. Nul ne perçoit outre-Atlantique ce que vivent les Irakiens et alors que l'on parle à Washington de passer le pouvoir au Conseil de gouvernement transitoire, à Bagdad on le désigne comme le « Conseil des gouvernés ». Matt Bivens va plus loin encore : les États-Unis ignorent ce que vivent les Irakiens et ne souhaitent pas le savoir. CNN a même reproché à Al-Jazeera de dénombrer les morts autochtones.

page 7

REPÈRE : 22 AVRIL 1988

Massacre électoraliste à Ouvéa

En Nouvelle-Calédonie, le gouvernement Chirac propose un nouveau statut électoral qui avantage fortement la population d'origine européenne au détriment des Kanaks. Les militants du FLNKS décident de bloquer l'île à la veille du scrutin présidentiel de 1988. À Ouvéa, la traditionnelle occupation de la cour de la gendarmerie avec substitution du drapeau indépendantiste à la place du drapeau français tourne au drame. Des coups de feu sont échangés, tuant 4 gendarmes. Les jeunes militants prennent alors des otages et vont se cacher dans une grotte à Gossannah, au nord de l'île. L'armée terrorisera et torturera la population voisine pour découvrir leur cachette puis massacrera les preneurs d'otage le 5 mai, certains étant abattus après avoir été faits prisonniers. Le massacre d'Ouvéa, alors que Bernard Pons est dépêché sur place, réveille les consciences et contribue à la défaite électorale de Jacques Chirac. ■



L'OBJECTION DE CONSCIENCE DU HONDURAS

Quelques heures seulement avant l'annonce - largement pressentie - de la nomination de John Negroponte au poste d'ambassadeur des États-Unis en Irak, en remplacement de L. Paul Bremer III, le président du Honduras, Ricardo Maduro a annoncé avoir ordonné le retrait « dans le meilleur délai possible » des 368 militaires de son pays participant à la Coalition. Ceux-ci étaient intégrés à la brigade Plus Ultra, à Nadjaf, avec des soldats salvadoriens, dominicains et espagnols, sous encadrement polonais. Il n'aurait pas été concevable pour les Honduriens de servir sous les ordres de John Negroponte qui endeuilla leur pays et l'Amérique centrale lorsqu'il y dirigea la guerre de basse intensité, de 1981 à 1985. ■

L'opération « Liberté en Irak » est terminée

John Negroponte bientôt à Bagdad

Pour rétablir l'ordre en Irak, Washington a fait appel au meilleur spécialiste de la contre-insurrection : John Negroponte. Celui-ci, formé lors des guerres du Viêt-Nam et du Cambodge, dirigea personnellement les escadrons de la mort en Amérique centrale et finança les Contras du Nicaragua en organisant un trafic de cocaïne vers les États-Unis. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, George W. Bush l'avait réhabilité en le nommant ambassadeur à l'ONU. À ce poste, il conduisit des campagnes de diffamation contre Hans Blix et mit en place un espionnage généralisé des membres du Conseil de sécurité. Il succédera bientôt à L. Paul Bremer III.



John Negroponte devant le tableau "Guernica" de Picasso, au siège des Nations-unies

George W. Bush a annoncé, le 19 avril 2004, la nomination de John Negroponte comme ambassadeur en Irak, dans la perspective du transfert de souveraineté prévu fin juin. Il remplacera donc rapidement le gouverneur L. Paul Bremer III, qui face à la résistance, n'est plus l'homme de la situation.

Dans une brève allocution exceptionnellement prononcée dans le Bureau ovale, le président a déclaré : « *Je suis à l'aise en lui demandant de servir dans une affectation difficile. Il n'y a pas de doute dans mon esprit qu'il puisse le faire. Il n'y a pas de doute dans mon esprit qu'il fera du bon travail. Et il n'y a pas de doute dans mon esprit que l'Irak sera libre, démocratique et en paix* ». Des mots qui, compte tenu de la personnalité et des méthodes du nouvel



George W. Bush et John Negroponte lors de la déclaration d'intention de nomination, le 19 avril.

ambassadeur apparaissent comme l'annonce cynique du sort réservé aux Irakiens : George W. Bush a choisi de faire appel au meilleur spécialiste actuel de la « *guerre de basse intensité* ». Il a choisi un homme capable d'écarter l'ONU et de faire régner la terreur.

John Negroponte naît en 1939 d'un père gréco-états-unien magnat du transport maritime. Il obtient un diplôme à Yale et entre au Foreign Service en 1960. À partir de 1964, il est stationné en tant qu'officier chargé des affaires politiques au Sud-Viêt-Nam, où sévit une police politique particulièrement violente et corrompue, puis au Cambodge, où d'importantes campagnes de bombardements sont entreprises le long de la piste Hô-Chi-Minh qui sert à acheminer du matériel militaire à la résistance Nord-vietnamienne. On estime le résultat de ces campagnes plus ou moins officielles à plusieurs centaines de milliers de morts, ainsi que de nombreux villages d'ethnies minoritaires pulvérisés dont certains n'étaient pas même précisément répertoriés sur les cartes d'état-major. De 1971 à 1973, il est officier responsable du Viêt-Nam au Conseil national de sécurité (NSC) sous les ordres d'Henry Kissinger. Il travaille à nouveau au NSC sous l'autorité du général Colin L. Powell de 1987 à 1989 en tant qu'assistant délégué du président pour les questions de sécurité nationale, avant d'être nommé ambassadeur au Mexique où il se maintiendra jusqu'en 1993. Il y dirige les services de renseignement états-uniens dans la guerre menée contre les rebelles zapatistes du Chiapas [1]. Il est ambassadeur aux Philippines, de 1993 à 1997, c'est-à-dire pendant le mandat du général Fidel Ramos, puis passe dans le privé en qualité de vice-président pour les marchés mondiaux de McGraw-Hill, une firme qui établit les indices boursiers états-uniens. Alors que son nom est associé à de nombreuses irrégularités et aux pires exactions, il rentre par la grande porte à Washington, en 2001, lorsque George W. Bush le nomme ambassadeur aux Nations Unies, malgré les protestations internationales.

Si les crimes de guerre auxquels il a été associé au Viêt-Nam et au Cambodge ont pu être décidés par ses supérieurs, il porte l'entière responsabilité de ceux qui ont été commis sous son autorité directe lorsqu'il était ambassadeur au Honduras, de 1981 à 1985,

Alors que l'administration Carter avait choisi de ne plus soutenir les dictatures anti-communistes d'Amérique latine et de ne pas réagir au renversement de Somoza par les sandinistes nicaraguayens, l'administration Reagan décida de reprendre le combat par tous les moyens. Cette décision était d'autant plus difficile à mettre en œuvre que les populations de cette région, confrontées à de dures conditions sociales, soutenaient spontanément les formations marxistes. Elle était aussi difficile à « *vendre* » à l'opinion publique états-unienne qui, atteinte par le syndrome du Viêt-Nam proscrivait toute intervention militaire directe. C'est pourquoi, l'administration Reagan eut recours à deux méthodes : privilégier la guerre de basse intensité, c'est-à-dire la guerre contre les civils, et ne conduire d'opération militaire que par groupes armés interposés, qu'il s'agisse de milices ou de mercenaires.

Dès novembre 1981, la décision est prise de soutenir par des opérations secrètes

et des livraisons d'armes les contre-révolutionnaires nicaraguayens, ou Contras. Ce processus est renforcé lorsque, en 1982, la révolution menace de s'étendre au Salvador voisin. Negroponte, converti alors le Honduras en base arrière pour l'entraînement et la logistique des opérations militaires conduites dans toute la région. Il utilise d'abord ses aéroports, puis installe une base militaire permanente [2]. Il supervise une augmentation massive de l'aide militaire au Honduras, qui passe de 4 millions à 77,4 millions de dollars en quatre ans. En 1984, il veille personnellement à l'approvisionnement en armes du régime. Pour cela, il contourne l'embargo du Congrès en s'appuyant sur deux mercenaires, Thomas Posey et Dana Parker. Cette opération sera dévoilée neuf mois plus tard, mais le gouvernement Reagan ne cessera de nier toute implication. De même, des documents attestent que Negroponte et George Bush senior, alors vice-président, avaient mis en place un système de transfert d'argent pour les Contras via le gouvernement du Honduras.

Jusqu'à la fin des années 80, l'armée hondurienne se livra à une répression systématique à l'encontre des réfugiés politiques traversant la frontière depuis le Salvador et de l'opposition interne. Negroponte travaille alors en étroite collaboration avec le général Gustavo Alvarez Martinez, chef des forces armées du pays, pour envoyer des soldats honduriens suivre une formation à la guerre psychologique, au sabotage et aux méthodes d'interrogatoire incluant la torture, à l'École des Amériques. Cette dernière, basée à Fort Benning dans l'État de Géorgie, a été réformée et renommée par Bill Clinton en Institut de l'Hémisphère Ouest pour la Coopération en matière de Sécurité (IOOCS). Les démocrates et des groupes religieux espéraient sa fermeture après la révélation de ses activités et de celle de ses élèves comme Manuel Noriega et Omar Torrijos du Panama, ou encore Leopoldo Galtieri et Roberto Viola d'Argentine [3].



School of Americas,
Fort Benning

Les manuels d'interrogatoire utilisés en Amérique Latine par la CIA ont été déclassifiés en 1997 [4]. Préconisant le recours à la torture psychologique en premier lieu, puis la torture physique si nécessaire, ces derniers laissent entrevoir les méthodes enseignées par la CIA au Bataillon 316 et autres forces répressives. Le *Baltimore Sun* rapportait dans une série d'articles en 1995 que pour la seule année 1982 la presse hondurienne faisait état de 318 affaires de meurtres et enlèvements [5].

Faute d'accord du Congrès, les activités de la CIA pour l'entraînement des forces spéciales et paramilitaires au Honduras étaient financées par la vente d'armes à l'Iran et la vente de cocaïne, particulièrement dans les milieux populaires aux États-Unis. On peut ainsi corrélérer l'augmentation phénoménale de la consommation de drogues durant les années 80 avec l'intensité des opérations spéciales de la CIA en Amérique du Sud. Les faits ont été relatés, en 1995, par le journaliste Gary Webb pour le *San Jose Mercury News*. Il a établi un lien direct entre l'introduction du crack en Californie et les activités des Contras. Toutefois deux journalistes d'Associated Press, Robert Parry et Brian Barger, avaient déjà tenté de braquer les projecteurs sur le phénomène dès 1985, en signalant que

trois groupes de Contras s'étaient « *impliqués dans le trafic de cocaïne, en partie pour financer leur guerre contre le Nicaragua* ». Mais l'administration Reagan parvint à étouffer le scandale en lançant une campagne de dénigrement des deux journalistes et de mise sous silence de tout compte-rendu des liens entre les Contras, le trafic de drogue et l'ingérence états-unienne en Amérique Latine.

En février 2000, le gouvernement du Honduras annonçait le début des réparations financières, à hauteur de 2,1 millions de dollars dans un premier temps, aux familles de 19 des 184 victimes identifiées du Bataillon 316.

La complicité active ou passive à des crimes de répression politique, et les efforts visant à en cacher la réalité, sont des gages de promotion dans le monde des néo-conservateurs. Ainsi Thomas Pickering, qui était ambassadeur au Salvador quand Negroponte était en poste au Honduras, s'est évertué à diffuser de fausses informations sur les crimes commis par les forces militaires et paramilitaires contre les mouvements salvadoriens qui dénonçaient la présence de bases d'entraînement des Contras dans le pays. Il fut également nommé ambassadeur États-unien auprès des Nations unies en 1989.



John Negroponte n'a jamais admis avoir joué un rôle actif dans la répression militaire du Honduras au début des années 80 et se justifie en expliquant qu'il n'avait guère le choix compte tenu des réalités politiques. Lorsqu'il a été nommé ambassadeur à l'ONU, en 2001, plusieurs anciens membres du Bataillon 316 ont été discrètement exfiltrés, pour éviter qu'ils ne soient appelés à témoigner contre lui. Le général Discua, créateur du Bataillon 316 et un temps ambassadeur du Honduras à l'ONU, dont le visa avait été annulé, s'était alors vengé en confirmant publiquement le soutien des États-Unis aux opérations de ses escadrons de la mort et le rôle exact de Negroponte [6].

À l'ONU, l'honorable ambassadeur s'est illustré en conduisant une campagne de dénigrement des inspecteurs en désarmement, et plus particulièrement d'Hans Blix. Il a de la sorte réussi à monter la fable des armes de destruction massives irakiennes et à donner une apparence de justification à l'invasion de l'Irak. Pour manipuler le secrétaire général et le Conseil de sécurité il a eu recours à un arsenal sophistiqué d'**interception des communications diplomatiques** et d'espionnage.

À n'en pas douter, c'est en raison de ses états de service que John Negroponte a été nommé à Bagdad. Il n'y vient pas pour garantir le transfert de la souveraineté, mais pour empêcher l'ONU de se mêler du conflit et mener la répression par la terreur, selon les méthodes sales dont il est devenu le maître.

Arthur Lepic

[1] **Officials' Profiles**, Foreign Policy in Focus.

[2] En août 2001, lors de travaux d'excavation sur cette base, 185 corps sont découverts, dont ceux de deux états-uniens.

[3] Consulter le site *School of the Americas Watch* pour plus d'informations sur cette institution. On trouvera aussi la **liste complète, pays par pays, des diplômés de cette institution**. Voir aussi le film de Constantin Costa-Gavras, *État de siège*, où un cours de l'École des Amériques est reconstitué.

[4] « *The CIA in Latin America* », par Tom Blanton, National Security Archive Electronic Briefing Book N°27, 14 mars 2000.

[5] « *When a wave of torture and murder staggered a small U.S. ally, truth was a casualty* » et articles de la même série, *Baltimore Sun*, juin 1995.

[6] « *Iran-Contra gangsters resurface in Bush administration* », World Socialist Website, 1er août 2001.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

La valeur inégale des vies en Irak

Analyse

Bernard-Henri Lévy décrit dans l'*International Herald Tribune* le suicide de l'une des collaboratrices d'un journal qu'il a contribué à fonder à Kaboul. Son témoignage corrobore l'information selon laquelle des centaines de femmes désespérées se seraient suicidées depuis la chute des Talibans. L'essayiste impute ce drame à l'islamisme et en conclut que les Occidentaux doivent le combattre plus fermement. Cependant le terme générique d'« islamisme » ouvre la porte à bien des amalgames et masque une réalité : les États-Unis n'ont pas combattu l'oppression talibane, ils se sont emparés d'un pays sous couvert de vengeance. Ils ont bombardé l'Afghanistan, mais n'ont pas livré de bataille au sol. Ils ont soutenu des seigneurs de la guerre qui ont renversé pour eux les Talibans. La paix a considérablement amélioré la situation des populations, mais elle leur a aussi fait perdre tout espoir de changement social.

Le chroniqueur militaire du *Los Angeles Times*, William M. Arkin, livre une analyse à la fois compréhensive et paternaliste des événements en Irak. Il remarque que les Irakiens étaient à juste titre attachés à certains aspects du régime de Saddam Hussein, notamment ses réalisations sociales, son système scolaire et de santé. De leur point de vue, la chute du tyran a aussi eu bien des conséquences négatives. Arkin affirme également que les Irakiens, habitués à la violence du régime, ne comprennent que le langage de la force. C'est pourquoi les occupants doivent leur parler doucement, mais toujours avec un gros bâton pour se faire respecter.

Chris Toensing du MERIP dénonce dans le même quotidien la vision nombriliste états-unienne du conflit irakien. Nul ne perçoit outre-Atlantique ce que vivent les Irakiens : la dissolution de l'armée et la déba'asification ont provoqué un chômage massif, les destructions de la guerre ont désorganisé

l'économie, le pays pourtant riche en pétrole est néanmoins souvent privé d'électricité, et la loi transitoire menace l'unité du pays. Alors que l'on parle à Washington de passer le pouvoir au Conseil de gouvernement transitoire, à Bagdad on désigne par dérision cette instance comme le « Conseil des gouvernés ».

Le journaliste Matt Bivens va plus loin encore dans le *Moscow Times*. Pour lui, les États-Unis ignorent tout de ce que vivent les Irakiens et ne souhaitent pas le savoir. CNN a même reproché à Al-Jazeera de dénombrer les morts autochtones et de qualifier les combattants de « résistants » au lieu de les rendre responsables des pertes civiles.

Jean-Marie Guéhenno se félicite dans l'*International Herald Tribune* de l'efficacité des forces de maintien de la paix des Nations Unies, dont il a la responsabilité. Malgré les attentats du 11 septembre et les actions militaires des États-Unis, le nombre de victimes des guerres est en diminution. Toutefois les 50 000 hommes de l'ONU sont trop peu nombreux et trop dispersés. Il faut en faire un usage plus efficace encore en délimitant clairement leurs missions. Le professeur Frederick W. Kagan ne pense pas que ce rôle incombe à l'ONU, mais que les États-Unis doivent être les gendarmes du monde. Il déplore donc dans le *Washington Post* la réduction du format de leurs armées. La démobilisation massive après l'effondrement de l'Union soviétique correspondait à une analyse des menaces du moment. Mais il s'avère, aujourd'hui, que Washington a besoin de troupes nombreuses pour mener des opérations militaires d'envergure et occuper des États comme l'Irak. On sait que, pour satisfaire le lobby militaire, John Kerry a promis de recruter 40 000 hommes dès son arrivée à la Maison-Blanche, il reste à George W. Bush d'en faire autant.

Le négociateur économique des États-Unis, Robert E. Zoellick, stigmatise dans le *Washington Post* l'attitude des syndicats états-uniens qui critiquent les accords de libre-échange par crainte du dumping social. Leur opposition est si systématique qu'ils viennent de s'en prendre à un accord avec l'Australie. En fait, si l'on prenait en compte leurs revendications, il faudrait renoncer à tout accord de libre-échange et donc au libre-échange lui-même. *A contrario*, les excès de l'auteur montrent qu'il ne conduit pas la politique commerciale de Washington dans l'intérêt du peuple états-unien, mais uniquement d'une partie de sa classe possédante. Du coup, le libre-échange est élevé au rang de valeur religieuse, que l'on approuve ou rejette, mais qui ne peut être discutée dans ses applications.

Enfin, Andrew Reding du World Policy Institute s'inquiète dans l'*International Herald Tribune* de la présence de tortionnaires dans l'entourage du nouveau Premier ministre haïtien, Gérard Latortue. Ce gouvernement n'a-t-il pas été mis en place pour mettre fin à la violence et est-il vraiment meilleur que celui d'Aristide ? La reconstitution d'une armée qui n'a jamais défendu la population et a au contraire toujours servi à l'opprimer n'est pas un signe encourageant.

Réseau Voltaire

Bernard-Henri Lévy



Bernard-Henri Lévy, chef de file des « nouveaux philosophes », est chroniqueur à l'hebdomadaire *Le Point* de Claude Imbert. Il est l'auteur de *Qui a tué Daniel Pearl*.

« Femmes afghanes : la folie infinie que le fondamentalisme apporte »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Afghan women : The infinite folly that fundamentalism brings », par Bernard-Henri Lévy, *International Herald Tribune*, 19 avril 2004.

Homa Safi, 21 ans, était apprentie journaliste dans un magazine franco-afghan que j'ai lancé il y a deux ans, *Les Nouvelles de Kaboul*. Elle était l'une de ces innombrables femmes que la chute des Talibans semblait avoir ramenée à la vie, mais comme tellement de ses sœurs afghanes, elle a décidé le mois dernier que le fossé entre le monde qui lui était offert et le monde qu'elle voulait était trop grand.

Elle voulait épouser un jeune homme travaillant pour une ONG occidentale, mais quand la famille du jeune homme vint à Kaboul pour faire la demande en mariage à sa famille, le père d'Homa refusa. La famille du jeune homme était chiïte et pas sunnite et elle était déjà promise à un homme qu'elle n'avait jamais rencontré. Homa a demandé une avance sur salaire pour acheter des médicaments et s'est suicidée avec. Son père l'aimait et il était fier que sa fille travaille, mais il était attaché à la tradition et il est juste un de ces nombreux pères afghans qui pensent que marier sa fille à un étranger est incompatible avec la loi divine.

Homa est morte à cause de la folie du fondamentalisme. *Les Nouvelles de Kaboul* ont rapporté que dans la cité d'Herat, contrôlée par les seigneurs de guerre, 100 femmes se sont immolées l'année dernière pour échapper à leur condition. Elles sont mortes de l'islamisme. La constitution afghane reconnaît l'égalité homme femme, mais le gouvernement n'a pas les moyens de le faire respecter. Les occidentaux doivent aider à ce que les femmes disposent de leurs droits en Afghanistan.

William M. Arkin

William M. Arkin est analyste en questions militaires, rédacteur du site *The U.S. Military Online*. Il est chroniqueur du *Los Angeles Times*.

« En Irak, parler doucement en ayant un gros bâton »

Source : Los Angeles Times

Référence : « In Iraq, Talk Tough and Carry a Big Stick », par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 19 avril 2004.

Durant la phase majeure de combat en Irak, qui s'est conclue l'année dernière, la région de Faludja a été épargnée. Quand les occupants de la 82^{ème} division aéroportée sont arrivés, ils étaient fort peu nombreux pour garder non

seulement le corridor Faludja-Ramadi, qui est le foyer d'un million d'Irakiens, mais aussi tous le tiers occidental du pays. S'ils étaient si peu nombreux, c'est que les États-Unis n'ont rien compris à la société irakienne en sous-estimant l'importance sociétale de la force et de la fierté.

Les États-Unis ont pensé qu'une fois Saddam Hussein vaincu, la nécessité de la force déclinerait car ce devait être une guerre contre un dictateur et ses partisans, pas contre le peuple irakien. Ils ont cru que la population s'unirait à eux pour construire une société démocratique et éclairée. Mais la brutalité et la peur ont été les principes d'organisation de la société irakienne de tout temps et cela ne changera pas en une nuit. Faludja ne s'est jamais sentie conquise et c'était une question de temps avant que la manière douce des États-Unis ne soit prise pour de la faiblesse. À Washington, les militaires sont frustrés par la situation sur le terrain car elle nécessite une attitude brutale qui ne leur convient pas hors du champ de bataille. Face à eux se trouve une population qui a dû mener des guerres brutales pendant 20 ans.

Les États-Unis n'ont pas tenu compte non plus de la fierté nationale et l'attachement aux grands dessins socialistes d'Hussein, au système scolaire et de santé. Si des Irakiens se rallient à Moqtada al-Sadr, c'est surtout parce qu'il n'est pas George W. Bush, L. Paul Bremer ou un laquais du Conseil de gouvernement irakien. Pour l'instant, la force est nécessaire parce que c'est ce que les Irakiens comprennent, mais il faut surtout un dirigeant irakien.

Chris Toensing

Chris Toensing est rédacteur en chef du Middle East Report, une publication du Middle East Research and Information Project.

« Perdus dans notre propre petit monde »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Lost in Our Own Little World », par Chris Toensing, *Los Angeles Times*, 19 avril 2004.

Deux jours après qu'une voiture piégée eut explosé devant l'hôtel Mont Liban de Bagdad le mois dernier, je prenais le thé avec une de mes amis, poète irakien, qui m'affirmait que les États-Unis mettaient en scène la violence pour justifier le maintien de leurs troupes en Irak. Quelques heures plus tard, je voyais un représentant de Moqtada al-Sadr prendre la parole devant une foule de 1 500 personnes venues protester contre la loi administrative transitoire. Il exprima sa crainte de voir le « conseil des gouvernés irakiens » (la façon dont les Irakiens désignent le Conseil de gouvernement irakien) demander aux États-Unis de rester dans leur pays. Mon ami poète affirmait que l'Irak était devenu un pays surréaliste, mais en rentrant aux États-Unis j'ai eu l'impression que c'était mon pays qui était devenu surréaliste.

En effet, ici, le débat se concentre exclusivement sur ce que la Guerre d'Irak a fait ou n'a pas fait pour les États-Unis. Il existe un consensus bipartisan concernant le fait qu'il ne faut pas que les États-Unis se retirent d'Irak sous peine d'une érosion du prestige de puissance mondiale. Ce débat autocentré se fonde sur la conviction que les Irakiens veulent nous voir rester. En se basant

sur les sondages qui affirment qu'une majorité d'Irakiens pensent être mieux aujourd'hui que sous Saddam Hussein, les États-Unis en concluent qu'ils sont les bienvenus malgré la généralisation de la violence dans le pays.

J'ai pourtant pu constater que les Irakiens avaient totalement perdu foi dans les États-Unis et leurs intentions. La dissolution de l'armée états-unienne par **L. Paul Bremer** et la déba'asification sauvage soutenues par les partisans d'**Amhed Chalabi** ont fait augmenter le chômage. Les Irakiens sans emplois manifestent contre le chômage, les coupures d'électricité ou la détention sans charges de 13 000 personnes. La loi administrative transitoire est rejetée partout, hormis au Kurdistan car elle donne aux Kurdes un droit de veto *de facto* sur la future constitution. Or, les Kurdes veulent garder l'autonomie tandis que les autres craignent que le fédéralisme entraîne la partition du pays. S'il fallait une preuve supplémentaire du caractère autocentré du débat, l'absence de chiffre sur les morts civils en Irak en est une bonne.

Matt Bivens

Matt Bivens est ancien rédacteur en chef du *Moscow Times* et collaborateur du journal états-unien *The Nation*.

« L'histoire non racontée de Faludja : les pertes civiles »

Source : *Moscow Times*

Référence : « Fallujah's Untold Story : Civilian Casualties », par Matt Bivens, *Moscow Times*, 19 avril 2004.

Les témoignages en provenance de Faludja démontrent que les forces états-uniennes sont engagées dans des combats urbains intenses avec toutes sortes de dommages collatéraux. D'après un directeur d'hôpital de Faludja, 600 personnes, la plupart civiles sont mortes, mais les rédactions américaines ont ignoré cette information. Ils n'ont pas plus rendu compte d'une étude d'**Human Right Watch** affirmant que les États-Unis ont causé des milliers de morts en utilisant des bombes à fragmentation dans des zones habitées ou en utilisant des frappes de « décapitation », ce qui consiste à raser tout ce qui est à moins de cent mètres d'une cible.

Les pertes civiles ne sont présentées que comme des distractions mineures par les médias et l'armée. Comme l'a affirmé le général Tommy Franks : « nous ne faisons pas du décompte de corps ». Pour cela il faut se tourner vers **Al-Jazeera** qui, elle, fait le décompte des morts et désigne ceux que les chaînes occidentales présentent comme des « insurgés » comme des « combattants résistants ». Lors d'une interview d'Ahmed al-Sheik, rédacteur en chef d'**Al-Jazeera**, **Daryn Kagan** de **CNN** a reproché ce décompte à la chaîne arabe en affirmant qu'il donnait une image trompeuse car c'était les insurgés qui causeraient des morts civiles en se mêlant à la population.

Jean-Marie Guéhenno



Jean-Marie Guéhenno est ancien diplomate et fut notamment chef du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères (1989-93) et ambassadeur auprès de l'Union de l'Europe occidentale (1993-95). Il a présidé l'Institut des hautes études de la Défense nationale (1998-200), avant d'être nommé secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des opérations de maintien de la paix. Il est membre du Siècle. Fils de l'écrivain Jean Guéhenno (de l'Académie française), il a tenu la rubrique du marché de l'art dans *Le Monde*, sous le pseudonyme de Jean-Marie Guillaume.

« Un plan pour renforcer les missions de maintien de la paix de l'ONU »

Source : International Herald Tribune

Référence : « A plan to strengthen UN peacekeeping », par Jean-Marie Guéhenno, *International Herald Tribune*, 19 avril 2004.

Les journaux n'ont pas noté qu'en 2002 moins de personnes sont mortes à cause des guerres que lors des années du siècle précédent. En 2002, 25 000 personnes sont mortes, ce qui n'est qu'un dixième des victimes annuelles de la guerre dans les années 90. Même le 11 septembre, la guerre en Afghanistan et en Irak n'ont pas inversé le déclin.

Cela est dû au fait que peu de guerres commencent aujourd'hui et que, surtout, beaucoup de guerres prennent fin. C'est particulièrement vrai en Afrique : les guerres en Angola, au Congo et au Soudan sont finies ou sur le point de l'être, la Sierra Leone et le Libéria semblent s'apaiser. Cette tendance touche aussi l'Europe et l'Asie. Ce faible nombre de morts ne veut cependant rien dire en lui-même car un constat similaire avait été fait en 1914 par la *Carnegie Endowment for International Peace* (CEIP). Une seule chose est sûre : beaucoup de conflits sont sur le point de se terminer et des millions de vies ont été sauvées.

Pour s'assurer de ces résolutions de conflits, le Conseil de sécurité de l'ONU crée des forces de maintien de la paix mais, du fait de leurs multiplications, elles sont sur-déployées. Aujourd'hui elles travaillent à 15 missions de maintien de la paix et elles regroupent 50 000 hommes, pour la plupart issus des pays en voie de développement avec en tête des pays représentés l'Inde et le Bangladesh. Ces missions pourraient coûter quatre milliards de dollars. Ce n'est qu'1 % du budget annuel de l'armée états-unienne, mais c'est beaucoup pour l'ONU.

Notre action doit être menée selon quatre principes :

- ▶ L'ONU ne s'engage que pour sauvegarder une paix quand il y a une paix à sauvegarder, elle ne s'engage pas dans un conflit.
- ▶ Il faut développer les partenariats régionaux de maintien de la paix.
- ▶ Il faut que les États tiennent leurs engagements lorsqu'ils sont engagés dans une mission.
- ▶ Il faut des engagements longs.

Frederick W. Kagan

Frederick W. Kagan est un historien militaire réputé, professeur d'histoire à l'Académie militaire de West Point et coauteur avec Donald Kagan de *While America Sleeps : Self-Delusion, Military Weakness, and the Threat to Peace Today*. Il est l'oncle de Robert Kagan.

« Surdéployé »

Source : Washington Post

Référence : « Stretched Thin », par Frederick W. Kagan, *Washington Post*, 18 avril 2004.

Le réexamen de la réponse de l'administration Bush au 11 septembre a laissé dans l'ombre des erreurs beaucoup plus importantes que celles commises avant les attentats. Il n'y a pas de doutes que l'administration Bush aurait pu faire plus avant et après les attentats, mais les accusations contre elle sont injustes compte tenu du grand nombre de menaces qui avaient été identifiées par les services de renseignement.

On peut cependant reprocher à l'administration Bush de ne pas s'être rendue compte que les forces états-uniennes étaient trop petites et qu'il était pourtant nécessaire de déployer de larges forces terrestres en Afghanistan et en Irak. Cela fait dix ans que les observateurs constatent que l'armée états-unienne est trop petite et que la réduction de sa taille après la Guerre froide a été trop drastique. Le 11 septembre aurait dû changer cela, mais ce n'est pas le cas et l'Army est aujourd'hui plus petite qu'elle ne l'était en 1997. Cela a permis, faute de troupes, aux combattants d'Al Qaïda de quitter l'Afghanistan, pays qui n'est toujours pas stabilisé. Cela a permis en Irak à 15 000 membres de la Garde nationale de se mêler à la population avec leurs armes et de former le cœur de la résistance. Le manque de troupes à Bagdad a permis des pillages qui ont décrédibilisé l'armée états-unienne.

À ces échecs viennent s'ajouter des erreurs de compréhension. Cette administration pense que la guerre ne consiste qu'à détruire des cibles, que la technologie est suprême et que les troupes au sol ne sont pas nécessaires alors que celles-ci sont justement essentielles dans l'occupation d'un pays. Il faut accroître le nombre de nos troupes en Irak quitte à atteindre le moral des troupes en réduisant les durées de permissions. Surtout, que se passerait-il si une nouvelle crise survenait ? De quelles troupes disposerions-nous ?

Robert E. Zoellick



Robert E. Zoellick (neuf de pique dans le jeu de cartes du régime Bush) est le négociateur des États-Unis à l'OMC pour l'AGCS.

« Aider le travail via le commerce »

Source : Washington Post

Référence : « Helping Labor Through Trade », par Robert E. Zoellick, *Washington Post*, 19 avril 2004.

Le rituel est devenu familier : l'administration Bush signe un nouvel accord commercial de libre-échange qui a le soutien de tous les secteurs de l'économie américaine, qui inclut les standards de la réglementation du travail et de l'environnement, qui favorisera nos exportations dans un marché important, mais les syndicats états-uniens s'y opposent et demandent au Congrès de le rejeter en affirmant que le partenaire commercial n'a pas une législation du travail assez étendue. Ce scénario s'est récemment répété, mais pas avec une démocratie émergente, avec l'Australie, un pays qui n'est classé que derrière la Norvège, l'Islande est la Suède dans l'index de développement humain. Cette épisode montre quels sont les buts de ceux qui utilisent les questions du droit du travail comme excuse pour s'opposer au commerce. Si les États-Unis ne peuvent pas faire de commerce avec l'Australie, avec qui en feront-ils ? Si nous adoptions les critères des isolationnistes économiques nous ne pourrions plus commercer. Leur argument est que nous ne pouvons pas faire de commerce avec des pays pauvres dans lesquels on ne dispose pas de conditions de travail identiques aux nôtres alors même que c'est le commerce qui peut aider au développement de ces pays. L'administration Bush a une stratégie en trois points visant à ce que les accords respectent les normes de travail et d'environnement :

- ▶ Nos partenaires doivent s'engager à améliorer leurs lois environnementales sous peine d'amendes en cas de non-respect de leurs engagements.
- ▶ Nous travaillons avec nos partenaires pour améliorer leurs lois et pratiques. Cela a permis des améliorations concrètes au Chili, au Maroc et au Guatemala.
- ▶ Nous nous assurons que les lois sont bien respectées dans les pays partenaires. Nous fournissons également une aide économique aux pays n'ayant pas les moyens d'améliorer les conditions de travail.

Nos accords commerciaux reflètent nos valeurs.

Andrew Reding



Andrew Reding est chercheur dans le domaine des « affaires hémisphérique du World Policy Institute et directeur de son Project for Global Democracy.

« Haïti après Aristide : le danger d'une armée refondée »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Haiti after Aristide : The danger of a revived army », par Andrew Reding, *International Herald Tribune*, 18 avril 2004.

Une des justifications essentielles de l'intervention états-unienne en Haïti était le rétablissement du droit dans ce pays déstabilisé par des luttes partisans extrêmes et par le recours à la violence. Cet objectif est mis à mal par un respect inégal de la loi pénale et par une possible restauration de l'armée meurtrière. Ainsi, **Colin Powell** a affirmé qu'une inculpation criminelle de **Jean-Bertrand Aristide** était envisagée le 5 avril et le lendemain son ancien ministre de l'Intérieur était arrêté pour conspiration d'assassinat contre des opposants. Toutefois, Powell ne s'est pas prononcé contre les violeurs des Droits de l'homme qui ont participé au renversement d'Aristide, se contentant de demander à Gérard Latortue de ne pas leur donner de postes au gouvernement. Latortue les a cependant qualifiés de « combattants de la liberté » le 20 mars, lors d'un discours prononcé en présence de Jean-Pierre Baptiste (qui venait d'être libéré de prison où il purgeait une peine à perpétuité pour sa participation aux massacres de 1994) et Louis Jodel Chamblain (condamné par contumace pour ces massacres et accusé du meurtre de l'ancien ministre de la Justice et d'un homme d'affaire).

Ces crimes ne remontent pas qu'aux années 90. Récemment encore des crimes ont été commis, mais aucun effort n'a été fait pour juger les coupables. Par ailleurs, Latortue a nommé le lieutenant général Abraham au poste de ministre de l'Intérieur. Celui-ci a appelé rapidement à une restauration de l'armée, une armée qui en deux siècles n'a jamais défendu le pays contre une menace étrangère mais a maintenu un ordre intérieur tout en étant lié aux élites à la peau plus pâle. Il ne faut pas une armée, il faut une police dépolitisée.